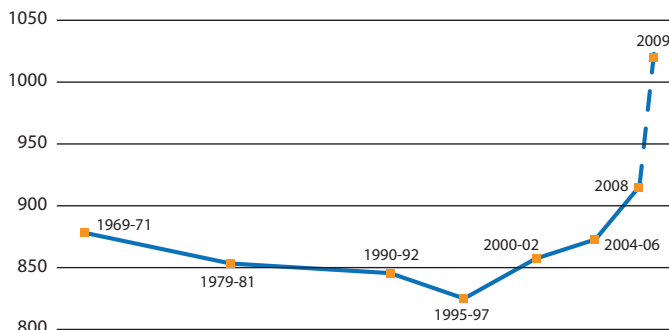


La faim face à la crise

Le ralentissement économique mondiale souligne l'urgence d'adresser des défis long termes

Plus d'un milliard de personnes dans le monde souffrent de sous-alimentation. Les dernières estimations de la FAO montrent une forte aggravation d'une tendance déjà défavorable des dix dernières années. La montée marquée de l'insécurité alimentaire en 2009 souligne la nécessité de s'attaquer de manière efficace et de toute urgence aux causes profondes de la faim (Figure 1).

Figure 1: Nombre de personnes souffrant de la faim (en millions)

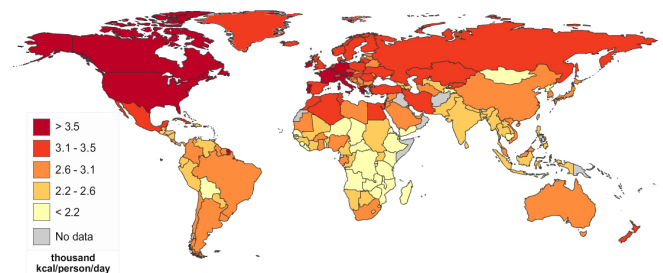


Source: FAO (valeur pour 2009 est une projection).

- Plus d'un milliard de personnes dans le monde souffrent de sous-alimentation
- Alors que la crise économique est la cause de l'augmentation récente, la faim reste un défis majeur à long terme
- Il y a un besoin des changements fondamentaux, y compris une meilleure gouvernance au niveau national et international

Cependant, les stocks de nourriture sont distribués d'une façon extrêmement inégale dans le monde. Alors que les pays riches maintiennent des grandes réserves, beaucoup de pays en développement n'ont pas assez d'aliments pour offrir à leurs citoyens une consommation nécessaire pour une vie en bonne santé (Figure 2).

Figure 2: Denrées alimentaires disponibles à la consommation humaine (en kcal par jour par personne)



Source: FAO. La représentation et l'utilisation des frontières n'engagent pas la responsabilité de la FAO ni n'impliquent de reconnaissance officielle de sa part.

La crise économique mondiale, noeud de la question

Le ralentissement de l'activité économique à l'échelle mondiale, survenant après la crise alimentaire en 2006-2008, est à l'origine de la forte augmentation de la faim dans le monde. La crise a amputé les revenus et les possibilités d'emploi des pauvres et considérablement réduit leur accès aux produits alimentaires.

Leurs revenus baissant, les pauvres sont moins en mesure d'acquérir des produits alimentaires surtout parce que les prix restent élevés en perspective historique. Si les cours des denrées alimentaires sur le marché mondial sont en repli par rapport à leur sommet de la mi-2008, au niveau local les prix ont eu tendance à baisser moins rapidement dans des pays en développement. En juin 2009, les denrées alimentaires de base produites localement continuaient de coûter en moyenne 22 pour cent de plus en valeur réelle que deux ans plus tôt, et cela se vérifiait pour tout un éventail de denrées alimentaires de première nécessité.

L'augmentation de la sous-alimentation est particulièrement consternante parce qu'elle n'est pas le résultat d'une offre insuffisante de produits alimentaires sur le marché international. Selon des chiffres récents tirés des Perspectives de l'alimentation de la FAO, la production céréalière mondiale en 2009 sera robuste, à peine inférieure au niveau record atteint l'an dernier. A l'évidence, le monde peut produire suffisamment de denrées alimentaires pour éliminer la faim.

Un autre aspect concerne l'utilisation des aliments. En effet, seulement la moitié de la production mondiale de céréale est actuellement utilisé directement pour la consommation humaine. La production agricole est de plus en plus transformée en fourrage pour satisfaire une consommation croissante de viande ou bien elle sert des emplois non alimentaires, comme la production des biocarburants pour aider à calmer des besoins énergiques croissants.

Les impacts de la faim

La sous-alimentation affecte plusieurs segments de la population. En particulier, les ruraux sans terre et les citadins pauvres souffrent de la crise du fait qu'ils ne peuvent pas compter sur l'agriculture de subsistance. Un autre groupe vulnérable comprend les ménages dirigés par une femme car, en raison de ses activités familiales, elle est souvent empêchée de s'engager dans un travail rémunéré et par conséquent n'a pas les moyens d'accéder la nourriture adéquate pour nourrir son foyer.

Ce document a été produit par le Département du Développement Économique et Social de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les opinions exprimées dans cet exposé ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation ou de ses pays membres. Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des Synthèses dans leurs travaux éditoriaux. En contrepartie, la FAO demande les références de rigueur, ainsi qu'un exemplaire de la publication.

Cependant, la faim n'est pas seulement une inquiétude humanitaire. Elle déprime également le potentiel de développement d'un pays. Face à l'insécurité alimentaire, les ménages s'efforcent de maintenir leurs revenus en émigrant, en vendant des actifs comme du bétail, en empruntant de l'argent, ou en participant à de nouveaux types d'activités économiques, y compris le travail des enfants. En plus, les ménages modifient leurs dépenses au profit d'aliments meilleur marché, riches en calories et en énergie, comme les céréales, au détriment de produits plus chers et plus riches en protéines et en éléments nutritifs comme la viande, les produits laitiers ou les fruits et légumes. Cette situation est particulièrement nuisible pour les enfants et les femmes qui allaitent.

Ainsi, la crise débouche sur des compromis indésirables mais souvent inévitables: retirer les enfants de l'école détruit le capital humain à long terme; la vente des actifs réduit les ressources physiques et financières disponibles, qui sont difficiles à reconstituer; et renoncer à des aliments plus nutritifs pour d'autres qui le sont moins ou simplement manger moins cause la malnutrition, affecte la productivité du travail et réduit le potentiel cognitif de l'enfant.

Quelles mesures prendre

L'augmentation drastique de la faim—mais encore plus le fait que le nombre de personnes sous-alimentées est demeuré au-delà des 800 millions pendant les derniers 40 ans—met en évidence la fragilité du système alimentaire. Pour combattre la faim une approche sur deux fronts reste indispensable, qui doit comporter non seulement des mesures pour une assistance immédiate mais aussi des changements structurels.

À court terme, les filets de sécurité et les programmes de protection sociale doivent être renforcés pour que les plus nécessiteux puissent en bénéficier. Simultanément, les petits exploitants agricoles doivent avoir accès aux moyens de production et aux technologies indispensables pour pouvoir accroître leur production. Ces technologies comprennent des semences de qualité, des engrais, ainsi que des machines agricoles adaptées. Une augmentation de la production locale est indispensable pour faire baisser les prix des denrées alimentaires pour les consommateurs pauvres, tant ruraux qu'urbains.

À moyen et à long terme, la solution structurelle aux problèmes de la faim réside dans l'augmentation de la production dans les pays à déficit vivrier. Il est essentiel de mettre en place des politiques stables et efficaces, des mécanismes réglementaires et institutionnels et des infrastructures commerciales fonctionnelles, propres à promouvoir les investissements dans le secteur agricole.

Besoin de changements plus fondamentaux

Cependant, si on laisse les choses suivre leur cours normal, il ne sera pas possible de réduire la sous-alimentation dans la mesure nécessaire. Pour échapper à la faim de

façon efficace et durable, les populations ont besoin d'une meilleure gouvernance au niveau national et international.

Les pays à déficit vivrier doivent créer des institutions basées sur le principe du droit à une alimentation adéquate. Celles-ci devront évoluer vers une plus grande transparence et responsabilité, favorisant l'habilitation des pauvres et la participation aux prises de décisions qui les intéressent. Les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale permettront de faire un grand pas dans cette direction.

Au niveau international, une meilleure gouvernance comprend une réforme du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale, qui doit devenir le pilier de la coopération internationale en ce qui concerne la sécurité alimentaire. Le comité devrait opérer comme l'entité politique dirigeante, en assurant la participation de tout les groupes d'intérêts et fonder ses décisions sur l'évidence scientifique.

Maintenir l'agriculture au centre des préoccupations

La crise alimentaire mondiale a projeté à nouveau la sécurité alimentaire et l'agriculture au premier rang des priorités politiques. Mais avec la baisse progressive des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial, et la crise économique et financière qui n'épargne aucun pays, le risque est que l'on se désintéresse progressivement du sort des pays les plus pauvres qui arrivent à grand-peine à nourrir leur population. La communauté internationale, bien qu'elle soit aux prises avec la récession mondiale, ne peut oublier ses engagements envers les personnes, au nombre d'un milliard, qui souffrent de la faim.

Les crises économiques se traduisent généralement par une diminution des investissements publics dans l'agriculture, avec des effets dévastateurs en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et la faim. L'expérience nous enseigne que c'est précisément dans ces moments qu'il ne faut pas réduire le soutien à l'agriculture et qu'il faut au contraire l'accroître. Seul des secteurs agricole et agro-industriel sains, combiné à une économie croissante et à des filets de sécurité efficaces, permettra d'éliminer l'insécurité alimentaire de manière durable.

Plus d'information

- FAO. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde <http://www.fao.org/publications/sofi/fr/>
- FAO. Situation Alimentaire Mondial <http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr/>

Pour plus d'information sur ce document, merci de contacter David Dawe (ES-Policy-Briefs@fao.org) de la Division de l'Économie du Développement Agricole de la FAO.